

Discours de François Hollande au congrès du SPD

le 5 décembre 2011

Chers amis, chers camarades,

Je suis conscient de l'honneur que vous me faites en m'invitant à votre congrès. Je remercie Sigmar Gabriel d'en avoir pris l'initiative et je vous salue fraternellement.

Je viens devant vous comme socialiste, j'ai été pendant 10 ans le premier dirigeant de mon parti. **Mais je viens devant vous désormais comme candidat à la présidence de la République française, conscient des responsabilités qui sont les miennes, dans un moment d'une considérable gravité pour l'euro et pour l'Europe.**

Comme socialiste je veux rappeler l'amitié entre nos deux partis depuis la belle relation qu'entretenaient deux hommes d'Etat exceptionnels, Willy Brandt et François Mitterrand. Amitié qui n'a cessé de se poursuivre et de s'enrichir au sein du Parti socialiste européen et dans nos relations bilatérales. Et c'est encore le cas aujourd'hui, aussi bien entre Martine Aubry et Sigmar Gabriel qu'entre nos deux groupes parlementaires avec Franck Walter Steinmeier et Jean Marc Ayrault, ici présent.

Nous avons à proposer ensemble l'alternative. Nous avons à changer le centre de gravité de l'Europe. Le ramener davantage vers la gauche.

Comme candidat à la plus haute fonction de mon pays je veux affirmer devant vous, et à travers vous à tous les allemands, la force que j'accorde au lien entre nos deux Etats.

Au-delà des gouvernements et des majorités qui se sont succédés dans nos deux pays depuis 1945, l'Allemagne et la France ont été capables de dépasser les blessures de l'Histoire et les douleurs des affrontements meurtriers pour donner l'exemple de la réconciliation et de la paix. Le traité de l'Élysée signé en janvier 1963 par Konrad Adenauer et Charles de Gaulle fonde encore les rapports entre nos deux nations.

Mieux que cela, nos deux pays ont puissamment contribué à l'édification de l'Europe. Ils en ont été les moteurs. A chaque étape, ils ont montré la voie, sans dominer, sans obliger, sans contraindre. C'est ainsi que fut bâti le marché commun, puis le grand marché et la monnaie unique. C'est ainsi qu'a été possible, après la chute du mur de Berlin, l'unification de l'Allemagne et l'élargissement de l'Europe.

Je pense aux grands bâtisseurs de notre Europe issus de nos rangs, qui ont fait l'Histoire : Helmut Schmidt, de notre côté François Mitterrand, Jacques Delors. Je n'oublie pas que cette grande aventure dépasse les clivages politiques et que des conservateurs ont pu y jouer leur rôle. Je pense notamment à Helmut Kohl.

Cette amitié franco-allemande nous l'avons toujours voulue dans l'égalité et le respect. Non pas dans l'imitation, la copie, mais dans la reconnaissance de nos atouts mutuels. Non pas dans le déséquilibre mais dans la poursuite d'une ambition commune. Non pas dans la méfiance mais dans la franchise.

C'est ainsi que cette amitié a pu se perpétuer par delà les sensibilités politiques, les frontières partisans et les caractères parfois tumultueux de nos dirigeants respectifs. Et j'entends bien, si les Français en mai prochain m'en donnent la responsabilité, préserver et même renforcer ce partenariat au service de l'Europe.

Elle requiert confiance et constance. L'Europe pour avancer a besoin d'une relation franco-allemande équilibrée. Elle doit être sans exclusive et banir tout directoire, doit pouvoir constituer la force d'entraînement. Nos deux pays représentent la moitié de la production de la zone euro et le tiers de la population de l'Union.

Nous pouvons avoir des différends. Car nous avons nos traditions. Je sais combien la lutte contre l'inflation est primordiale ici. Vous connaissez notre préoccupation en France

à l'égard du chômage. Vous avez fait des réformes importantes ici en Allemagne. En France elles ont trop tardé. Mais nous sommes conscients qu'aucun pays n'a de leçons à donner à l'autre et que l'isolement ou l'entêtement seraient la pire attitude. Nous avons besoin d'un compromis dynamique.

Car l'Europe et d'abord la zone euro affrontent une situation exceptionnelle. Confrontée à la défaillance de la Grèce il y a dix huit mois, elle s'est montrée incapable de réagir avec rapidité et efficacité à la pression des marchés.

Chaque sommet européen a été conclu par des communiqués de victoire, à chaque fois démentis quelques jours plus tard par les doutes des places financières.

Les instruments qui ont été introduits, notamment le Fonds européen de stabilisation financière, sont apparus insuffisants et tardifs. Les euro-bonds ont été écartés. Les gouvernements de nos deux pays portent une responsabilité dans ces attermoissements, ces frilosités, ces hésitations. Le résultat est que la spéculation, loin de fléchir, s'est amplifiée. D'où la tentation de la fuite en avant. Les uns appelant à un recours plus direct de la Banque centrale européenne pour l'achat des dettes souveraines. Les autres à une révision des traités pour mettre de la discipline dans les politiques budgétaires. Avec l'idée d'un troc pour trouver un improbable et inavouable arrangement.

Cette fuite en avant est périlleuse. Pour plusieurs raisons, d'abord parce que l'élaboration d'un nouveau traité prendra du temps. Des mois pour le négocier. Des mois pour le faire ratifier. Durant cette longue période, les marchés seront toujours ouverts et n'attendront pas la conclusion de nos travaux. **Parce que des transferts de souveraineté sur l'acte essentiel d'un parlement – le vote du budget – et l'éventuelle censure de la Cour de Justice des Communautés européennes accentuera la crainte d'une dépossession démocratique que bien des peuples n'acceptent plus.**

Enfin parce que **l'Europe ne peut se réduire à une organisation de l'austérité alors que le chômage progresse et que la récession menace.**

C'est maintenant qu'il faut agir. Car la crise de l'euro si elle se propage risque de tout emporter. Ce sont de grandes économies qui sont désormais exposées : l'Espagne, l'Italie. Le début de l'année 2012 va correspondre à une levée de nombreux emprunts dont nul ne sait s'ils trouveront preneurs et à quels taux d'intérêt. Le système bancaire n'a plus confiance en lui-même. Les agences de notation sont une menace permanente. **Bref, il y a urgence.** L'euro est notre patrimoine commun. Il est bien plus que notre monnaie. Il nous lie les uns aux autres. Il nous assure la stabilité et nous protège.

Nous ne pouvons pas prendre le risque de l'écèlement. Ce serait une régression au détriment de chacun de nos Etats membres. Il n'y aurait que des perdants, aucun vainqueur, sauf ceux qui loin d'ici n'ont jamais voulu de l'euro. Ce serait l'effacement de l'Europe.

Alors il faut se donner immédiatement les moyens d'en finir avec cette crise de la zone euro.

C'est pourquoi je propose un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance.

Sans **responsabilité budgétaire**, il n'y aura pas de sortie de crise. **Et ici devant vous, comme devant les Français, je tiens un discours de vérité. Je réduirai les déficits en France: 3% du PIB de déficit budgétaire en 2013, l'équilibre en 2017. Nous maîtriserons ainsi la dette publique.** Et nous en terminerons avec les politiques d'allègements fiscaux qui ont été aussi injustes socialement qu'inefficaces économiquement.

Il nous faut aussi une autre **gouvernance de la zone euro**. Elle ne peut se limiter à quelques réunions de chefs d'Etat et de gouvernement. Elle devra comporter un véritable pilotage des politiques économiques dans la zone euro.

Nous devons aussi créer les conditions de la croissance. Le budget de l'Union européenne, les interventions de la Banque Européenne d'Investissement et un dispositif d'euro-obligations pour des grands projets doivent permettre de développer de nouvelles

activités et l'emploi dans l'industrie, les infrastructures et notamment la conversion écologique ou les nouvelles technologies.

Le pacte que je propose comporte quatre évolutions décisives:

Le fonds européen de stabilité financière doit être beaucoup plus fortement doté pour être à la hauteur des enjeux et désarmer durablement la spéculation. Il doit pouvoir travailler avec la Banque centrale européenne et se refinancer auprès d'elle.

La Banque Centrale Européenne doit pleinement jouer son rôle. Je respecte son indépendance, je la voudrais plus attentive à la situation de notre économie réelle, je souhaite qu'elle puisse élargir son rôle de prêteur et intervenir de façon mesurée contre la spéculation dans le cadre de ses actuels statuts.

La taxe sur les transactions financières doit être introduite sans délai. Elle réduira la volatilité des capitaux et permettra de dégager une ressource précieuse pour le budget européen.

La dette européenne doit être partiellement mutualisée par la mise en place d'euro-obligations.

Chers amis, chers camarades, je suis convaincu que rien ne peut se faire, que rien ne se fera sans la démocratie. Je sais que c'est une préoccupation commune à nos deux pays, chacun avec ses modes d'organisation propre. Le renforcement des contrôles démocratiques en Europe est indissociable d'un renforcement de l'action commune. Je veux saluer le rôle du Parlement et le travail de notre ami et futur Président Martin Schultz.

Autant j'accepte une vigilance sur les budgets nationaux à l'égard des Etats qui ne respectent pas leurs engagements, autant je refuse qu'une instance judiciaire décide à la place des Parlements. Je partage les craintes de votre grand philosophe Jurgen Habermas devant le fossé qui s'élargit entre les citoyens et une élite dirigeante. Il a recours à propos de la gouvernance européenne actuelle le terme de « post-démocratie ».

Or, là où la démocratie régresse, où la politique recule, c'est le marché qui avance.

Au-delà de l'urgence, **nous devons définir ensemble le projet européen pour la prochaine décennie.**

Ce ne peut être simplement une union budgétaire qui, après l'union monétaire, doit être un moyen et non une fin.

Ce que je propose ce n'est pas un fédéralisme de marchés mais un fédéralisme de projets.

L'Europe c'est une somme de volontés pour affronter les défis globaux. Avant hier c'était la paix, hier c'était l'élargissement, aujourd'hui c'est l'investissement dans la connaissance, les nouvelles technologies, la lutte contre le réchauffement climatique, la croissance verte. Une véritable politique commune de l'énergie pourrait trouver sa place dans une Communauté européenne de l'énergie.

La vision que nous devons offrir de notre continent c'est de rester la première puissance économique du monde grâce à l'excellence de nos productions, de nos formations et de nos modes de vie.

Ce qui doit conduire à porter ensemble de nouveaux projets industriels et de nouvelles ambitions en matière d'enseignement supérieur et de recherche. Car depuis Galileo aucune nouvelle frontière technologique n'a été repoussée par l'Europe. Et les générations futures – la jeunesse – doivent être nos grandes priorités.

Le fédéralisme des projets pour la prochaine décennie ne réussira qu'à plusieurs conditions :

de nouvelles ressources : taxes européennes (contribution carbone), emprunts d'avenir (euro-obligations),

une simplification des structures de décision dans le cadre des coopérations renforcées ; l'Europe d'avant-garde,

une régulation financière efficace,

une harmonisation sociale et fiscale,
une démocratisation plus forte de l'Europe.

Voilà l'Europe de demain : claire dans ses objectifs, démocratique dans son fonctionnement, mobilisatrice dans ses engagements.

C'est sur ces bases que je vous propose de travailler ensemble à une alternative.

C'est sur ces bases que j'entends engager dès le lendemain de mon élection, si les Français en décident ainsi, la discussion avec les représentants du peuple allemand au-delà des attaches partisans.

Je veux conclure en revenant à l'amitié franco-allemande. En 2013, sera célébré le 50^e anniversaire du Traité de l'Élysée. Ce doit être l'occasion d'enrichir notre lien. Je veux en donner quelques illustrations:

la jeunesse, avec l'accélération de la mise en place du service civique franco-allemand et la création en partenariat avec l'université franco-allemande d'un Office franco-allemand de la recherche ;

notre sécurité commune, avec la mise en place d'un état-major pour coordonner les opérations menées dans le cadre de la politique européenne de sécurité et de défense ;

la politique industrielle avec la mise sur pied d'un fonds industriel franco-allemand destiné à faciliter la création de pôles industriels communs, entre autres dans le secteur des transports et de l'environnement.

Je veux rebâtir une alliance forte avec l'Allemagne, fruit d'un rapport entre partenaires égaux, pour porter une vision commune de la réponse à la crise et de l'avenir de l'Europe, face à un monde en mutation. C'est ce que les citoyens, les salariés, les ouvriers, les agriculteurs de nos deux pays attendent. Nous devons répondre à leur aspiration à davantage de protection face aux dégâts de la mondialisation.

En France et en Allemagne nous allons connaître dans les 18 prochains mois des rendez vous électoraux majeurs. Si nous réussissons – nous les socialistes et les sociaux démocrates – à l'emporter dans nos pays respectifs, c'est le cœur de l'Europe qui s'en trouve modifié

Nous pourrons alors travailler dans le sens de nos idées : la croissance, l'emploi, la formation, le développement durable, la justice sociale.

Et c'est un nouveau cycle que nous pourrons ouvrir. Alors travaillons ensemble, dès à présent, unifions nos positions, portons ensemble des propositions. Notre cohésion, notre solidarité, seront sources de confiance et d'espoir.

Et comme je suis le premier à rencontrer le suffrage universel, en mai prochain, **je ferai tout pour poser le premier acte** en attendant que vous ne posiez le second en septembre 2013.